ACBF

LA FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL 2025

Façonner l'avenir de l'Afrique grâce au renforcement des capacités et à l'innovation



TABLE DES MATIÈRES

Sigles et Abréviations 6

Lettre d'accompagnement au Conseil des gouverneurs 9

Message du Président du Conseil des gouverneurs 10

Message du président du Conseil d'administration 12

Message du Secrétaire exécutif de l'Organisation 14

Conseil des Gouverneurs – 2025 16

Conseil d'Administration – 2025 18

L'ACBF en un Coup d'œil 20

Partenaires : États membres africains, partenaires bilatéraux et multilatéraux 23

Performance et Impact des Programmes : Faits et Chiffres 24

À travers l'Afrique : une année d'action 33

1. De systèmes fragmentés à un leadership institutionnel pour le climat 39
2. Mettre l'agro-industrie au service des marchés et de la croissance 43
3. Élargir l'accès aux marchés pour les entreprises africaines 47
4. Piloter la réforme des finances publiques en Afrique 51
5. Renforcer les capacités de mise en œuvre là où les systèmes sont sous pression 55

Façonner les politiques par les connaissances et les données probantes 60

Accroître la visibilité et l'influence stratégique 62

Rétrospective de l'année — Activités stratégiques de l'ACBF en 2025 70

Aperçu des engagements stratégiques du Secrétaire exécutif 88

États Financiers 95

Les Artisans de la Mise en Œuvre 100

Gouvernance et Partenaires 106

Remerciements 108

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAI	Initiative africaine pour l'adaptation
ABF	Mécanisme pour l'agro-industrie en Afrique
ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
ACCT	Alliance Congolaise pour le Contrôle du Tabac
ACED	Centre africain pour le développement équitable
AFREC	Commission africaine de l'énergie
AFRODAD	African Forum and Network on Debt and Development
AiBST	Institut africain des sciences et technologies biomédicales
ASMED 3P	Plateforme de partenariat du Programme africain de développement des PME
ASR	African School of Regulation
ATAF	Forum sur l'administration fiscale africaine
ATIM	Suivi de l'industrie du tabac en Afrique
ATTP	Africa Think Tank Platform
AU-GRAP	Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte
AWER-LP	Programme de leadership des femmes africaines dans la régulation de l'énergie
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BETA	Excellence en fiscalité et administration
BID	Banque islamique de développement
CADAST	Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique
CCLAT	Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDC	Centres de contrôle et de prévention des maladies
CdP	Communauté de pratique
CERAPE	Centre d'Études et de Recherches Appliquées en Politiques Économiques
CIIP	Plateforme pour l'innovation et l'investissement climatiques
COP1	11e Conférence des Parties
CTCA	Centre de lutte antitabac en Afrique
CTS	Comité technique spécialisé
CUA	Commission de l'Union africaine
DEI	Diversité, équité et inclusion
DIG	Groupe d'innovation numérique
DIHAB	Dubai International Humanitarian Aid & Development
ELG-PFM	Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques
EPIC	Renforcement des capacités de mise en œuvre des projets
ESG	Gouvernance économique et sociale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FRLD	Fonds pour la réparation des pertes et préjudices
GFP	Gestion des finances publiques
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HESPI	Institut de politique économique et sociale de la Corne de l'Afrique
IA	Intelligence artificielle
IAPA	Association internationale des praticiens de l'agro-industrie
IASB	International Accounting Standards Board
ICCASA	Institut pour l'adaptation au changement climatique et l'agriculture durable
ICDET	Conférence internationale sur l'économie numérique et la fiscalité
ICTDE	Conférence internationale sur la fiscalité de l'économie numérique
IFRS	International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière)
KIA	Domaine d'impact prioritaire
LEAPS	Excellence en leadership dans le secteur public africain
MGF	Fonds de subventions de contrepartie
MOP4	Quatrième session de la Réunion des Parties
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
MRI	Mobilisation des ressources intérieures
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCA	Évaluation des capacités organisationnelles
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OSC	Organisation de la société civile
PAR-COP	Communauté de pratique sur les réformes de l'administration publique
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SALCA	Renforcement du leadership africain pour l'action climatique
SCACAF	Renforcement des capacités en matière de financement de l'adaptation au changement climatique
S&E	Suivi et évaluation
SFA	Fondation Science pour l'Afrique
SPIA	Renforcement des capacités des institutions partenaires stratégiques en Afrique
TCFP	Programme de financement climatique transformateur
TCFP-AU GRAP	Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte
TC III	Programme de lutte antitabac, phase III
TICAD9	9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
TJNA	Réseau pour la justice fiscale en Afrique
UA	Union africaine
VERO	Administration fiscale finlandaise
WAAVP-AN	Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire
WATAF	Forum ouest-africain des administrations fiscales
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine



Lettre d'accompagnement au Conseil des gouverneurs

Objet : Rapport annuel 2025

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil des gouverneurs,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, couvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Le rapport comprend les états financiers audités ainsi que le rapport des auditeurs externes pour la période considérée.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil des gouverneurs, veuillez agréer l'expression de ma très haute considération.

M. Mohamed Béavogui
Président du Conseil d'administration
Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)



Message du Président du Conseil des gouverneurs

La trajectoire de développement de l'Afrique continue de se redessiner dans un contexte marqué à la fois par des pressions structurelles et par l'émergence de nouvelles opportunités. Les gouvernements du continent font face aux tensions géopolitiques, aux chocs climatiques et aux contraintes budgétaires, en dépit des réformes visant à renforcer la résilience et la croissance. Dans ce contexte, les capacités institutionnelles et un leadership efficace sont essentiels pour transformer les politiques publiques en résultats concrets.

En 2025, la Fondation a poursuivi son action au carrefour de l'ambition et de la mise en œuvre. Ses interventions se sont concentrées sur le changement climatique et l'énergie au service des usages productifs, l'agrobusiness et la souveraineté alimentaire, le commerce comme moteur du développement économique, ainsi que la gouvernance sociale et économique. Ces domaines reflètent les priorités des États en matière de renforcement des capacités institutionnelles afin de relever des défis complexes et d'obtenir des résultats, conformément au Plan stratégique 2023- 2027 et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Au cours de l'année écoulée, l'ACBF a accompagné les gouvernements et les institutions dans des domaines qui conditionnent la performance économique et les résultats sociaux, notamment en renforçant la gestion des finances publiques, en élargissant la mobilisation des ressources intérieures et en favorisant la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) grâce à une meilleure coordination institutionnelle et à une exécution plus efficiente des réformes.

À cet égard, une attention particulière devra être portée aux approches innovantes de renforcement des capacités développées par l'ACBF, qui ont permis d'accroître le nombre de dirigeants qualifiés en Afrique et de favoriser la transformation organisationnelle grâce à l'opérationnalisation de l'Académie UBORA, notre plateforme de référence pour l'apprentissage et le partage des connaissances, du Modèle d'accélération institutionnelle ainsi que du Pôle de connaissances sur le renforcement des capacités.

Les résultats obtenus en 2025 démontrent que le renforcement des capacités établit un lien direct entre les compétences, les institutions et les résultats des politiques publiques afin de favoriser une transformation durable des pratiques institutionnelles. L'ACBF continue ainsi de renforcer les capacités institutionnelles à travers Le continent tout en consolidant la confiance de ses quarante États membres.

Le développement institutionnel de la Fondation a franchi une nouvelle étape en 2025 avec la réalisation de 19 projets à fort impact, issus d'un portefeuille de plus de 75 millions de dollars américains. Ces réalisations ont été rendues possibles grâce au soutien inestimable de nos partenaires au développement, dont l'engagement continue d'impulser des transformations majeures sur le continent africain. Forte de sa restructuration, la Fondation retrouve progressivement la confiance de l'ensemble de ses parties prenantes, tandis que sa situation financière s'est améliorée grâce à une diversification accrue de ses sources de financement et au développement de sources de revenus propres. Les partenariats avec les gouvernements, les institutions régionales et les partenaires au développement demeurent essentiels pour élargir notre portée et garantir que nos interventions répondent efficacement aux priorités nationales et régionales.

Le dispositif de gouvernance de la Fondation demeure robuste, grâce à un Conseil d'administration pleinement engagé qui assure l'orientation stratégique et la supervision de l'institution. Les progrès enregistrés en 2025 confirment l'importance d'investir durablement dans le capital humain et les systèmes institutionnels. L'ACBF poursuit ainsi son action en renforçant les capacités des institutions africaines afin qu'elles obtiennent des résultats tangibles et pérennisent les acquis du développement sur l'ensemble du continent.

Je voudrais terminer en saluant, au nom du Conseil des gouverneurs, l'engagement constant et les contributions déterminantes de la direction de l'ACBF, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes.



M. Adama Coulibaly
Président du Conseil des gouverneurs
Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget de la République de Côte d'Ivoire



Message du président du Conseil d'administration

En 2025, la Fondation a renforcé sa collaboration avec les États membres, les partenaires institutionnels et les bailleurs de fonds, élargissant ainsi son engagement dans les secteurs prioritaires. Ces efforts, appuyés par un nouveau positionnement de marque, ont renforcé la visibilité et l'influence de l'ACBF à travers le continent.

La capacité de mise en œuvre des programmes s'est améliorée au cours de l'année, parallèlement à des gains d'efficience institutionnelle qui ont renforcé la résilience de la Fondation. Le recours croissant aux nouvelles offres de services témoigne d'un meilleur alignement sur l'évolution des priorités de développement de l'Afrique, comme l'a confirmé la revue à mi-parcours du Plan stratégique 2023–2027.

Je me réjouis tout particulièrement que la Fondation ait diversifié sa base de financement et renforcé sa capacité de mise en œuvre des programmes, ce qui lui permet de répondre plus efficacement aux priorités des États membres. Le présent rapport expose les progrès accomplis dans les quatre domaines d'impact prioritaires, ainsi qu'en matière de gestion des connaissances et de programmes spéciaux, qui répondent à des défis cruciaux en santé animale et en santé publique, conformément à notre mandat de renforcement de l'architecture des politiques publiques et de l'architecture institutionnelle de l'Afrique.

La Fondation a fait preuve d'une solide discipline financière et opérationnelle dans un environnement de financement complexe. Cette approche a soutenu l'expansion d'initiatives clés, notamment l'Académie Ubora, le programme d'excellence en leadership dans le secteur public africain (LEAPS), le projet de renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST) et le Programme de financement climatique transformateur dans le cadre du Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte.

L'une des priorités stratégiques de la Fondation au cours de l'année a consisté à renforcer la gestion axée sur les résultats et à améliorer les cadres de suivi de la performance. Ces efforts ont permis de veiller à ce que la mise en œuvre des programmes reste étroitement alignée sur les objectifs du Plan stratégique et axée sur des résultats institutionnels mesurables.

Les résultats de 2025 montrent des améliorations mesurables de la performance institutionnelle dans les principaux domaines d'intervention. Les programmes de leadership se sont traduits par des réformes concrètes qui ont renforcé la coordination et la prise de décision, tandis que les interventions dans le domaine du commerce ont amélioré la préparation des MPME à la participation transfrontalière. Les programmes relatifs au climat et à la gouvernance ont renforcé la capacité institutionnelle à accéder aux financements et à mettre en œuvre des réformes publiques dans différents secteurs.

L'ACBF a renforcé son rôle d'acteur continental de référence en matière de connaissances grâce à ses plateformes numériques. La bibliothèque électronique, qui héberge plus de 1 000 ressources documentaires sélectionnées, a enregistré une forte hausse de l'engagement : le nombre de visiteurs uniques est passé de 54 087 en 2024 à 596 538 en 2025, tandis que le nombre total de visites a dépassé 1,1 million. Cette expansion témoigne d'une demande croissante de travaux de recherche sur les politiques publiques facilement accessibles et étend la portée des produits de connaissance de l'ACBF auprès des décideurs, chercheurs et praticiens du développement à travers le continent.

Les progrès accomplis au cours de l'année placent la Fondation en position d'élargir ses interventions tout en restant concentrée sur ses domaines d'avantage comparatif. Cette orientation garantit que le changement d'échelle demeure ancré dans la qualité, la pertinence et un impact mesurable.

J'invite les partenaires et les parties prenantes à s'engager aux côtés de la Fondation, à approfondir la collaboration et à soutenir la production continue de résultats à travers l'Afrique.



Mohamed Béavogui
Président du Conseil d'administration
Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)



Message du Secrétaire exécutif de l'Organisation

Pour moi, l'un des enseignements les plus clairs de 2025 est que le défi de l'Afrique en matière de capacités tient de plus en plus à la mise en œuvre.

À l'échelle de notre continent, l'ambition ne fait pas défaut. Les gouvernements disposent de plans de développement, les institutions ont des mandats, et l'Afrique s'est dotée d'importants cadres continentaux, de l'Agenda 2063 à la ZLECAf. Le défi le plus ardu consiste à traduire ces ambitions en résultats durables. Cela exige des institutions dotées des capacités nécessaires, un leadership efficace, des compétences pertinentes et des systèmes à même de produire des résultats.

C'est là qu'ACBF a concentré ses efforts en 2025.

Nous avons continué à aller au-delà d'une conception du renforcement des capacités essentiellement axée sur la formation, au profit d'une approche qui articule les personnes, les institutions et les connaissances autour des résultats. À travers l'Académie Ubora, notre Modèle d'accélération institutionnelle et le Pôle de connaissances sur les capacités, nous intégrons de plus en plus les compétences en leadership et les compétences techniques, le renforcement institutionnel ainsi que les connaissances et les données probantes africaines dans une offre intégrée de renforcement des capacités.

Les résultats présentés dans ces pages constituent des signes encourageants de cette évolution. Nous avons vu des institutions améliorer leur gouvernance et leur capacité à mobiliser des ressources ; de hauts responsables publics appliquer de nouvelles approches de leadership aux réformes en cours ; des entreprises passer de la prise de conscience des possibilités offertes par la ZLECAf à une participation effective aux marchés transfrontaliers ; et des gouvernements renforcer leur capacité à mobiliser des ressources intérieures et à faire face aux défis climatiques et budgétaires.

L'ampleur de notre action a également continué de croître. En 2025, ACBF a mis en œuvre 19 programmes actifs, couvert 43 pays africains, renforcé 448 institutions et développé les compétences de plus de 4 000 professionnels. Ces chiffres sont

importants. Mais ils ne constituent pas, à eux seuls, notre définition de la réussite. Notre véritable critère de réussite doit être de savoir si les institutions sont plus performantes, si les réformes sont mises en œuvre plus efficacement et si les capacités que nous contribuons à bâtir perdurent après la fin de notre intervention directe.

Nous avons également poursuivi la transformation d'ACBF elle-même. Nous ne pouvons promouvoir la transformation institutionnelle sans être nous-mêmes disposés à nous transformer en tant qu'institution. Au cours de l'année, nous avons renforcé l'exécution de nos programmes et la redevabilité en matière de résultats, élargi nos partenariats, accru notre présence à l'échelle continentale et poursuivi la diversification de nos sources de financement. Ces changements contribuent à bâtir une Fondation plus agile et plus réactive, mieux à même de servir nos États membres et nos partenaires.

Une évolution intervenue en 2025 illustre tout particulièrement le rôle qu'ACBF devrait, selon moi, jouer de plus en plus. Nos travaux sur la fiscalité de l'économie numérique ont réuni des décideurs publics, des administrations fiscales, des chercheurs et d'autres parties prenantes autour d'un enjeu émergent pour la mobilisation des ressources intérieures en Afrique. C'est là le renforcement des capacités dans sa dimension la plus stratégique : il ne s'agit pas simplement de transmettre des connaissances, mais d'aider les institutions africaines à élaborer des solutions, à constituer des coalitions et à traduire les données probantes en politiques publiques.

Il reste encore beaucoup à faire. L'Afrique entre dans une période où les pressions budgétaires, le changement climatique, les bouleversements technologiques et l'évolution du financement du développement exigeront des institutions plus solides et des capacités endogènes accrues. Pour ACBF, cela signifie être encore plus sélective quant aux domaines dans lesquels nous pouvons apporter une valeur ajoutée distinctive, faire preuve de davantage de rigueur dans la démonstration de nos résultats et nous montrer plus ambitieux dans le passage à l'échelle des approches qui ont fait leurs preuves.

À mesure que l'Afrique cherche à mieux prendre en main sa trajectoire de développement, le renforcement des capacités devient indissociable de la souveraineté et de la capacité d'agir. La capacité de notre continent à mobiliser ses propres ressources, à formuler ses politiques, à négocier efficacement, à mettre en œuvre des réformes et à inscrire ses progrès dans la durée dépendra, en définitive, de la force de ses femmes et de ses hommes et de la solidité de ses institutions.

C'est précisément pour cela qu'ACBF a été créée il y a plus de trois décennies. Cette mission est aujourd'hui plus pertinente que jamais.

Je suis profondément reconnaissant envers nos États membres, nos Conseils, la Commission de l'Union africaine, nos partenaires au développement et nos partenaires institutionnels, et tout particulièrement envers mes collègues au sein d'ACBF, dont l'engagement rend possible le travail présenté dans ce rapport.

Nous abordons la prochaine étape avec confiance, mais aussi avec la claire responsabilité de veiller à ce que les capacités que nous contribuons à bâtir se traduisent par des institutions qui produisent des résultats et par une Afrique de plus en plus capable d'orienter et de financer son propre développement.



Mamadou Biteye
Secrétaire exécutif de l'Organisation
Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique

Conseil des Gouverneurs – 2025

Direction

Président : Côte d'Ivoire – Adama Coulibaly
Vice-président : Tchad – Tahir Hamid Nguilin
Vice-président : Gambie - Seedy K.M. Keita

	PAYS / INSTITUTION	GOUVERNEUR
1.	Banque africaine de développement	Kevin Urama
2.	Commission de l'Union africaine	Francisca Tatchouop Belobe
3.	Bénin	Abdoulaye Bio Tchané
4.	Botswana	Ndaba Gaolathe
5.	Burkina Faso	Aboubakar Nacanabo
6.	Burundi	Alain Ndikumana
7.	Cabo Verde	Olavo Avelino Correia
8.	Cameroun	Alamine Ousmane Mey
9.	République centrafricaine	Richard Filakota
10.	Comores	Najda Said Abdallah
11.	Congo (République)	Ludovic Ngatse
12.	Congo (République démocratique)	Guylain Nyembo Mbwizya
13.	Djibouti	Ilyas Moussa Dawaleh
14.	Eswatini	Neil Rijkenburg
15.	Éthiopie	Ahmed Shide
16.	Gabon	Henri-Claude Oyima
17.	Ghana	Cassiel Ato Baah Forson
18.	Guinée-Bissau	Ilídio Vieira Té
19.	Guinée (République)	Mourana Soumah
20.	Kenya	John Mbadi Ng'ongo
21.	Libéria	Augustine Kpehe Ngafuan
22.	Madagascar	Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison
23.	Maurice	Navinchandra Ramgoolam
24.	Malawi	Joseph Mwanamvekha
25.	Mali	Alousséni Sanou
26.	Mauritanie	Sid'ahmed Ould Bouh
27.	Namibie	Kaire Mbuende
28.	Niger	Moumouni Boubacar Saidou
29.	Nigéria	Wale Edun
30.	Rwanda	Yusuf Murangwa
31.	São Tomé-et-Príncipe	Ginesio Valentim Afonso Da Mata
32.	Sénégal	Abdourahmane Sarr
33.	Sierra Leone	Kenyeh Laura Barlay
34.	Soudan	Gibril Ibrahim Mohammed
35.	Tanzanie	Khamis Mussa Omar
36.	Togo	Sandra Ablamba Johnson
37.	Ouganda	Matia Kasaija
38.	PNUD	Ahunna Eziakonwa
39.	Banque mondiale	Ndiame Diop
40.	Zambie	Situmbeko Musokotwane
41.	Zimbabwe	Mthuli Ncube

Conseil d'Administration – 2025



Mohamed Beavogui
Président du
Conseil d'administration



Rania Antonopoulou
Membre



Botho Keba Bayendi
Commission de l'Union
africaine (CUA)



Mamadou Biteye
Membre de droit



Mamour Malick Jagne
Président du Comité des finances et
des risques



Mimi Kalinda
Membre



Eddie Mandhry
Membre



Matthias Naab
Programme des Nations Unies pour
le développement (PNUD)



Gerard Salole
Membre



Anu Katarina Saxén
Membre



Makeda Tsegaye Tadesse
Membre



Kevin Urama
Président du Comité des
programmes – Banque africaine
de développement (BAD)

Membres Indépendants du Comité des Finances et des Risques



Mukesh Arya



Mahoula Aissatou Kone



Papa M. Tandia

L'ACBF EN UN COUP D'ŒIL

L'ACBF est une agence spécialisée de l'Union africaine axée sur le renforcement des capacités à travers le continent africain. Créée en 1991 par 12 pays africains avec l'appui de partenaires bilatéraux et multilatéraux, elle compte désormais 40 États africains membres.

Vision :

Une Afrique prospère, résiliente et inclusive.

Mission :

Développer le capital humain et les institutions nécessaires au développement durable et inclusif de l'Afrique.

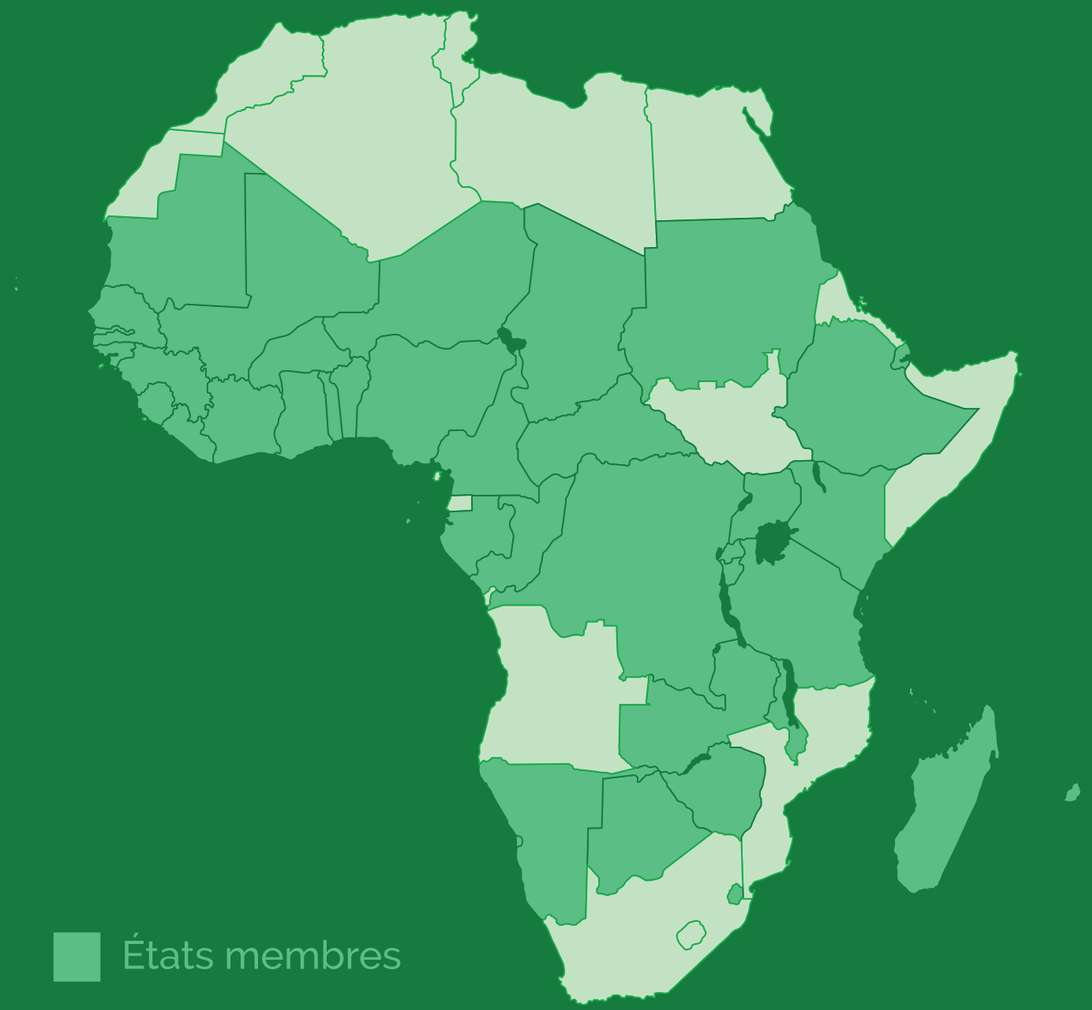
ACBF
UBORA ACADEMY

Notre offre de services distinctive : l'Académie Ubora

L'Académie Ubora est la plateforme africaine de référence pour l'apprentissage et le partage des connaissances en matière de leadership et de renforcement des capacités techniques. Elle dote les dirigeants du secteur public et les décideurs des compétences et des outils nécessaires pour mettre en œuvre et pérenniser les réformes à travers l'Afrique. Grâce à des programmes tels que le programme d'excellence en leadership dans le secteur public africain et Excellence en fiscalité et administration (BETA), l'Académie renforce les capacités de leadership, améliore l'exécution des politiques publiques et soutient la performance institutionnelle au moyen de formations techniques, d'un apprentissage par la pratique, de l'accompagnement et d'échanges entre pairs.

À ce jour, l'Académie Ubora a déjà touché plus de 3 000 apprenants dans 50 pays africains, contribuant au perfectionnement des dirigeants et praticiens actuellement en fonction dans le secteur public ainsi qu'à l'émergence d'une nouvelle génération déterminée à produire des résultats et à conduire la transformation institutionnelle à travers le continent.

Pour en savoir plus sur l'Académie et découvrir ses cours :
https://uboraacademy.africa/



Partenaires : États membres africains, partenaires bilatéraux et multilatéraux

États membres africains

Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cabo Verde, République centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Namibie, Niger, Nigéria, République du Congo, Rwanda, São Tomé-et-Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

Partenaires

Banque africaine de développement (BAD), Union africaine (UA), Banque africaine d'import-export (Afreximbank), Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Fondation Gates, Gouvernement de la Finlande, Gouvernement du Canada, Fondation Hewlett, Banque islamique de développement (BID), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fondation Rockefeller, Fondation Visa et Banque mondiale.

PERFORMANCE ET IMPACT DES PROGRAMMES : FAITS ET CHIFFRES

PRODUIRE DES RÉSULTATS À GRANDE ÉCHELLE À TRAVERS L'AFRIQUE

Nous avons élargi notre empreinte opérationnelle à travers le continent, renforçant les capacités institutionnelles et atteignant de nouvelles zones géographiques où la demande de renforcement des capacités continue de croître.

+72 %
d'expansion **géographique**

19 **programmes actifs**
répartis entre 4 domaines d'impact prioritaires et les programmes spéciaux

43 **pays couverts**
(contre 25 en 2023)

448
institutions renforcées

+1.4 Million
participants mobilisés lors d'événements de partage des connaissances

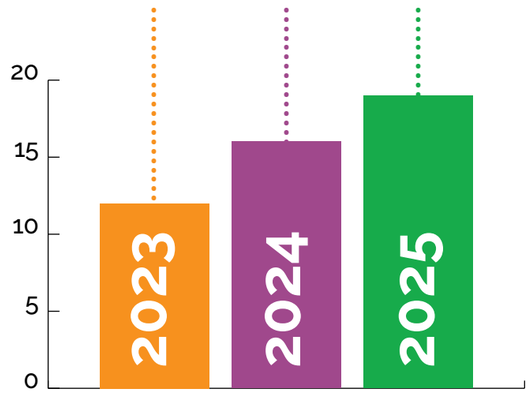
4 080
professionnels
formés



CROISSANCE SOUTENUE DU PORTEFEUILLE

La Fondation a progressivement élargi son portefeuille de programmes, reflétant une demande accrue pour son modèle d'intervention et une confiance croissante de la part des partenaires.

12→16→19
programmes *(2023–2025)*



Répartition du nombre de programmes actifs par année

+58 %
de **croissance du portefeuille** en trois ans

ÉLARGISSEMENT DE LA COUVERTURE CONTINENTALE

Nous avons renforcé notre présence dans les différentes régions, élargissant l'accès au renforcement des capacités et consolidant l'équilibre régional dans la mise en œuvre des programmes.

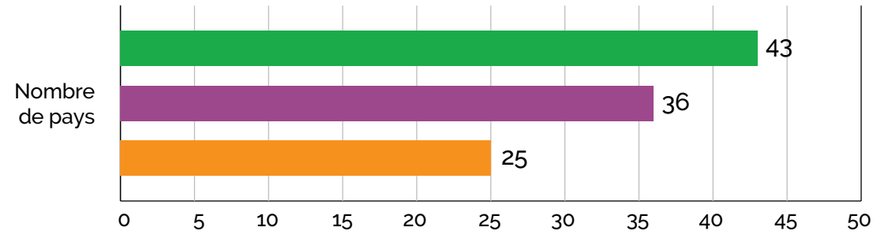
+72 % d'extension de la couverture

43 pays couverts *(contre 25 en 2023)*

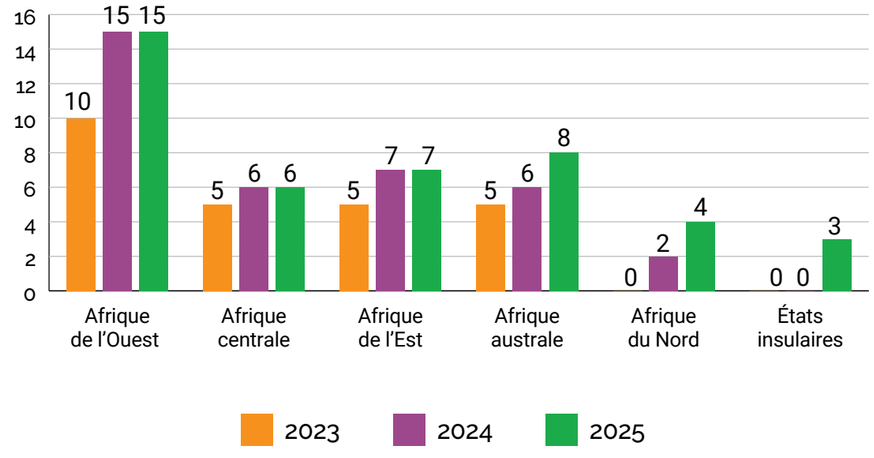
RÉPARTITION RÉGIONALE



RÉPARTITION RÉGIONALE



EMPREINTE GÉOGRAPHIQUE DE L'ACBF PAR RÉGION D'AFRIQUE



PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS EN 2025

Capacités en matière d'action climatique

L'ACBF a renforcé les systèmes institutionnels afin de soutenir l'action climatique et la performance organisationnelle à long terme dans les pays participants.

Les capacités organisationnelles sont passées de

51.5 % à 71.5 %

dans **4 institutions ciblées** de **quatre pays**

95 % Passage du **niveau 2 au niveau 4 de maturité organisationnelle** pour 95 % des organisations soutenues

Commerce et ZLECAf

L'appui aux PME a renforcé leur préparation au commerce régional et leur a permis de participer aux nouvelles opportunités offertes par les marchés transfrontaliers.

plus de **100** **PME** ont **approfondi leurs connaissances** sur le commerce intra-africain et la ZLECAf

10 % ont **atteint** l'étape de la certification

De nouveaux **liens commerciaux** transfrontaliers ont été établis

Gouvernance et leadership

Le développement du leadership a permis d'améliorer la coordination, la prise de décision et l'exécution des réformes du secteur public.

79 responsables ont **renforcé leurs compétences** en leadership

96 % des responsables formés ont **effectivement mis en œuvre** des améliorations opérationnelles

98 % ont aligné leurs plans de leadership sur les **priorités de réforme**

Agriculture et résilience climatique

Les interventions se sont traduites par une hausse de la productivité et des revenus, ainsi que par une résilience accrue au sein des communautés participantes.

plus de **50** ménages ont adopté l'**irrigation solaire** pour leurs activités agricoles

3X cycles de culture **réalisés**

2X **Doublement** de la production et des revenus

Pérennité institutionnelle

Les institutions partenaires ont amélioré leur résilience, leur gouvernance et leur capacité de mobilisation des ressources, renforçant ainsi l'impact à long terme.

5/13 de la lutte antitabac ont atteint des **niveaux élevés de pérennité**

50 % de **diversification** des financements

65 % **d'augmentation** des ressources mobilisées

Connaissances et influence

L'ACBF a renforcé son rôle d'acteur continental de référence en matière de connaissances, en élargissant l'accès à des connaissances pertinentes pour les politiques publiques et en soutenant la prise de décision fondée sur des données probantes.

plus de **100 million** de **visites** au total sur les plateformes

596 538 utilisateurs de la **bibliothèque électronique** (contre 54 087 en 2024)

20 produits de connaissance **publiés**

plus de **100** événements de partage des connaissances organisés dans l'ensemble des programmes

Mettre l'intelligence artificielle au service de l'amélioration des rapports sur les progrès de l'Agenda 2063

L'ACBF s'est associée à la Commission de l'Union africaine et au Groupe de travail technique sur l'Agenda 2063 afin de renforcer les capacités nationales d'établissement de rapports en mettant à profit des outils d'intelligence artificielle (IA) pour la gestion et l'analyse des données ainsi que l'établissement de rapports. L'initiative a doté les points focaux nationaux d'approches pratiques permettant d'améliorer la qualité des rapports sur les progrès de l'Agenda 2063 et le respect des délais.

RÉSULTATS OBTENUS

20 points focaux nationaux et agents chargés des rapports issus de **10 États membres** ont été formés : Algérie; Burkina Faso; Côte d'Ivoire; Égypte; Éthiopie; Ghana; Kenya; Maurice; Sénégal; and Zambie

100 %
des pays participants ont soumis leurs rapports nationaux 2025 sur les progrès du STYIP dans les délais requis

- Amélioration de la qualité et de la cohérence des rapports nationaux sur les progrès de l'Agenda 2063
- Renforcement des capacités nationales à utiliser des outils intégrant l'IA pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports
- Renforcement de l'apprentissage entre pairs et de la collaboration entre les institutions chargées des rapports dans les pays participants





À TRAVERS L'AFRIQUE : UNE ANNÉE D'ACTION

En 2025, la trajectoire de développement de l'Afrique a progressé malgré les chocs climatiques, un espace budgétaire contraint et les exigences liées à la mise en œuvre de cadres tels que la ZLECAf. Ces conditions ont façonné l'action de l'ACBF dans les domaines du climat, de l'agro-industrie, du commerce et de la gouvernance, conformément à sa Stratégie 2023–2027 et en cohérence avec l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable.

L'ACBF intervient à travers quatre domaines d'impact prioritaires, auxquels s'ajoutent les programmes spéciaux et la gestion des connaissances. Cette approche renforce les institutions, donne aux entreprises les moyens d'agir et consolide les systèmes qui pérennisent les résultats du développement. Les sections qui suivent montrent comment cette approche s'est traduite par des changements mesurables en 2025.

Comprendre le modèle d'intervention de l'ACBF en 2025

Le modèle d'intervention de l'ACBF combine le développement du capital humain, le renforcement institutionnel et les services de connaissances afin de soutenir la performance à long terme des systèmes grâce à notre modèle d'accélérateur institutionnel, à l'Académie Ubora et au Pôle de connaissances sur le renforcement des capacités.

La formation a élargi l'accès grâce à l'apprentissage hybride, le renforcement institutionnel a consolidé la capacité des systèmes et les services de connaissances ont soutenu la prise de décision fondée sur des données probantes ainsi que l'apprentissage entre pairs dans les différents pays.

Une présence continentale

En 2025, l'action de l'ACBF a élargi son empreinte continentale, reflet d'une demande croissante de renforcement des capacités et de l'aptitude de la Fondation à répondre à des contextes divers. La répartition des programmes entre les pays montre comment le modèle de l'ACBF relie les priorités sectorielles aux besoins nationaux, produisant des résultats qui vont au-delà des interventions prises isolément.



Pays	Nombre total de projets	Changement climatique et énergie à usage productif	Agro-industrie et souveraineté alimentaire	Gouvernance économique et sociale	Le commerce comme moteur du développement économique	Programmes spéciaux
Bénin	4	Renforcement du leadership africain pour l'action climatique (SALCA)	Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Côte d'Ivoire	4	Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte (TCFP-AU GRAP)		Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (ELG-PFM)	Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Éthiopie	4	Renforcement du leadership africain pour l'action climatique (SALCA)	Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Kenya	5	Renforcement du leadership africain pour l'action climatique (SALCA)	Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)	Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (ELG-PFM)	Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Rwanda	2	Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte (TCFP-AU GRAP)			Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
République du Congo	1	Renforcement du leadership africain pour l'action climatique (SALCA)				
République démocratique du Congo	3				Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités des institutions partenaires stratégiques en Afrique (SPIA) Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Sénégal	4	Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte (TCFP-AU GRAP)		Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (ELG-PFM)	Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)

Pays	Nombre total de projets	Changement climatique et énergie à usage productif	Agro-industrie et souveraineté alimentaire	Gouvernance économique et sociale	Le commerce comme moteur du développement économique	Programmes spéciaux
Ghana	3	Renforcement des capacités des pays africains en matière de financement de l'adaptation (SCACAF)		Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (ELG-PFM)	Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Burkina Faso	3		Autonomisation des femmes et des jeunes dans l'agriculture		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Sierra Leone	2		Autonomisation des femmes et des jeunes dans l'agriculture		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Afrique du Sud	3		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)			Renforcement des capacités des institutions partenaires stratégiques en Afrique (SPIA) Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Gabon	2		Autonomisation des femmes et des jeunes dans l'agriculture		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Zimbabwe	4		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)	Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (ELG-PFM)	Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités des institutions partenaires stratégiques en Afrique (SPIA)
Namibie	1	Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte (TCFP-AU GRAP)				
Lesotho	1	Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte (TCFP-AU GRAP)				
Malawi	3		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)

Pays	Nombre total de projets	Changement climatique et énergie à usage productif	Agro-industrie et souveraineté alimentaire	Gouvernance économique et sociale	Le commerce comme moteur du développement économique	Programmes spéciaux
Togo	1				Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Ouganda	3		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Burundi	1				Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Cameroun	2		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Botswana	2		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Eswatini	1				Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Tanzanie	1				Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	
Zambie	3		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)		Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST)	Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Mauritanie	2		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)			Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)
Nigéria	3		Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)	Renforcement du leadership et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (ELG-PFM)		Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique (TC III)



1. De systèmes fragmentés à un leadership institutionnel pour le climat

Dans l'ouest du Kenya, des initiatives d'agriculture intelligente face au climat créent de nouvelles possibilités de revenus et renforcent la résilience des ménages. Les communautés adoptent des modèles de production à valeur ajoutée, notamment la transformation de l'avocat, permettant aux participants de dépasser l'agriculture de subsistance et de s'orienter vers des moyens de subsistance structurés et axés sur le marché.

Ces progrès renforcent la stabilité et la résilience des ménages, favorisent des moyens de subsistance plus durables et améliorent le bien-être.

Ces résultats traduisent une évolution plus large portée par le renforcement des capacités institutionnelles, qui permet une action climatique plus inclusive en faveur des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables souvent exclus de la prise de décision et des possibilités économiques. Cette transformation se reflète dans l'évolution de l'Institut pour l'adaptation au changement climatique et l'agriculture durable (ICCASA) au Kenya.

« Je vends désormais les avocats de ma petite exploitation ainsi que les légumes de mon potager, et les 4 000 KES (31 dollars des États-Unis) que je peux gagner pendant un bon mois m'aident à payer mes consultations à l'hôpital et à subvenir dignement aux besoins de ma famille », a déclaré Agnes Moraa, bénéficiaire dans le comté de Nyamira.
« Je suis reconnaissante pour ce projet. Je suis très confiante quant aux résultats qu'il produira », a déclaré Caroline Nyakundi, également originaire du comté de Nyamira.

Lorsque l'ACBF a commencé à travailler avec l'ICCASA, l'organisation disposait d'une solide expertise technique mais ne possédait pas les fondations institutionnelles nécessaires pour la pérenniser. Les structures de gouvernance étaient fragmentées, la mobilisation des ressources demeurait réactive et les systèmes internes limitaient sa capacité à intervenir à grande échelle.

L'initiative de renforcement du leadership africain pour l'action climatique (SALCA) s'est concentrée sur la transformation institutionnelle. Les systèmes de gouvernance ont été formalisés, notamment par la mise en place d'un Conseil d'administration opérationnel, tandis qu'une stratégie de mobilisation des ressources a été élaborée et mise en œuvre grâce à un accompagnement direct du personnel. L'intégration de la dimension de genre a été inscrite dans la conception des programmes, renforçant ainsi l'inclusion et l'efficacité.

« La mise en place et le renforcement du Conseil d'administration de l'ICCASA ont considérablement amélioré la gouvernance, la performance et la viabilité à long terme de l'organisation, en assurant une supervision stratégique et en apportant une expertise technique qui ont soutenu la mobilisation des ressources et la croissance organisationnelle », a déclaré la Dre Mary Nyasimi, Directrice exécutive de l'ICCASA.

Ces investissements ont fait passer le score de capacité organisationnelle de l'ICCASA de 46 % à 76 %. L'institution a soumis 13 propositions relatives à l'adaptation au changement climatique et a renforcé son expertise interne grâce à une formation ciblée sur l'élaboration de propositions. Elle a ensuite été désignée comme point focal pour la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), signe du renforcement de sa crédibilité institutionnelle et de sa reconnaissance.

La transformation s'est étendue au-delà de l'ICCASA. Dans quatre institutions, dont l'Institut de politique économique et sociale de la Corne de l'Afrique (HESPI) en Éthiopie, le Centre d'Études et de Recherches Appliquées en Politiques Économiques (CERAPE) au Congo et le Centre africain pour le développement économique (ACED) au Bénin, le niveau moyen de capacité organisationnelle est passé de 51,5 % en 2022 à 71,5 % en 2025, trois d'entre elles atteignant même un niveau de haute performance.

Les effets se sont ensuite fait sentir au niveau national. Dans le cadre du Programme de financement climatique transformateur aligné sur le Plan d'action de l'Union africaine pour une relance verte (TCFP-AU GRAP), les formations dispensées à des responsables gouvernementaux et à des acteurs de la société civile en Côte d'Ivoire, au Lesotho, en Namibie, au Rwanda et au Sénégal ont favorisé une première adoption de ces approches dans les politiques publiques, notamment le marquage budgétaire climatique et la mise en place de cadres de suivi pour les programmes de relance verte.

Les efforts de renforcement des capacités ont également renforcé l'expertise à l'échelle sectorielle. L'African School of Regulation (ASR), incubée au sein de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, a formé 216 professionnels de 28 pays et produit des travaux de recherche ayant éclairé un cadre d'échange transfrontalier de compétences approuvé par l'African Petroleum Regulatory Forum. Le Programme de leadership des femmes africaines dans la régulation de l'énergie a formé 29 dirigeantes émergentes de 18 pays. Au Ghana, un appui technique ciblé a permis d'élaborer trois propositions de financement de l'adaptation presque finalisées et deux avant-projets de notes conceptuelles, faisant progresser la préparation des investissements climatiques.

Pour en savoir plus sur le changement climatique et l'énergie à usage productif – https://theacbf.org/impacting-africa/climate-change-and-energy-for-productive-use/



Notre contribution au renforcement de la résilience climatique

Plus de 245 professionnels ont développé leurs compétences en financement climatique et en régulation de l'énergie, renforçant la capacité institutionnelle à concevoir et à mettre en œuvre des interventions climatiques

4 institutions du secteur agricole ont été renforcées, leurs capacités passant de 51,5 % à 71,5 %, ce qui a permis d'améliorer la gouvernance, la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des programmes.

5 pays ont bénéficié d'un appui en matière de marquage budgétaire climatique et sensible au genre, avec un renforcement de leurs systèmes de suivi, améliorant ainsi la planification nationale et le suivi des programmes de relance verte.

13 propositions d'adaptation au changement climatique ont été élaborées, améliorant l'accès au financement climatique et la préparation des projets.

2 propositions de financement de l'adaptation ont été élaborées et soumises pour financement, contribuant à constituer un portefeuille de projets d'investissement climatique.

Agenda 2063 : Objectif 7 - Un continent résilient au changement climatique ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable.



2. Mettre l'agro-industrie au service des marchés et de la croissance

Pour de nombreuses femmes et de nombreux jeunes entrepreneurs au Burkina Faso, en Sierra Leone et au Gabon, l'agriculture est passée d'une activité de subsistance à une source viable de revenus et de croissance des entreprises. Grâce à l'amélioration des compétences, à l'accès au financement et au renforcement des liens avec les marchés, les participants créent des entreprises qui génèrent des revenus, créent des emplois et renforcent la résilience des ménages.

Dans les communautés rurales, cette évolution transforme la perception de l'agriculture. Les jeunes considèrent de plus en plus l'agro-industrie comme une voie vers des moyens de subsistance durables, tandis que les femmes entrepreneures renforcent leur indépendance économique grâce à la production à valeur ajoutée et aux structures coopératives.

Cette transformation reflète les interventions ciblées de l'ACBF dans le cadre du programme Agro-industrie et souveraineté alimentaire. Dans les trois pays, 734 femmes et jeunes ont développé des compétences en agro-industrie et en entrepreneuriat, améliorant leur capacité à gérer des entreprises, à accéder aux marchés et à générer des revenus. Parmi eux, 137 participants ont bénéficié d'un accompagnement en leadership, renforçant leur prise de décision et préparant ainsi leurs entreprises à la croissance.

Le modèle de formation des formateurs a étendu cet impact en dotant 80 formateurs et 82 accompagnatrices des moyens de pérenniser le transfert de connaissances et le développement des entreprises au sein de leurs communautés, créant ainsi des écosystèmes locaux appelés à perdurer au-delà de l'intervention initiale.

L'appui financier a consolidé ces acquis. Le Fonds de subventions de contrepartie soutenu par l'ACBF a sélectionné 66 entreprises agro-industrielles en vue d'un appui à l'investissement, dont 4 entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, qui ont accru leur production, renforcé la valeur ajoutée et amélioré leur accès à des marchés à plus forte valeur ajoutée. Ces entreprises ont renforcé leurs capacités en matière de développement de produits, de marketing et de logistique, se positionnant ainsi pour une croissance durable.

Au-delà des entreprises individuelles, l'ACBF a renforcé les systèmes qui soutiennent la productivité agricole. Le Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN) a fait progresser la recherche sur la santé du bétail en soutenant 10 projets dans six pays, dont le Kenya (3), le Bénin (2), l'Afrique du Sud (2), le Cameroun (1), l'Éthiopie (1) et le Botswana (1). Le programme a également renforcé la collaboration grâce à une communauté de pratique mobilisant plus de 700 praticiens, améliorant l'échange et l'application des connaissances dans l'ensemble du secteur.

À l'échelle continentale, le programme Agro-industrie et souveraineté alimentaire de l'ACBF a fait progresser la création de l'Association internationale des praticiens de l'agro-industrie (IAPA), conçue comme une plateforme de professionnalisation, d'échange de connaissances et de renforcement des capacités à l'échelle du secteur.

Ces interventions ont renforcé la performance des entreprises, élargi les possibilités de revenus et permis une plus grande participation des femmes et des jeunes aux chaînes de valeur structurées, contribuant ainsi à des systèmes agro-industriels plus résilients et davantage orientés vers le marché dans les pays participants.

Notre contribution à la promotion d'une agro-industrie et d'une souveraineté alimentaire inclusives

734 femmes et jeunes ont développé des compétences en agro-industrie et en entrepreneuriat, facilitant leur transition vers des entreprises génératrices de revenus et orientées vers le marché.

162 dirigeants, formateurs et accompagnateurs ont renforcé les écosystèmes locaux, pérennisant le transfert de connaissances et la croissance des entreprises au sein des communautés.

66 agribusinesses ont été accompagnées dans leur préparation à l'investissement, dont 14 entreprises dirigées par des femmes et des jeunes qui ont accédé à un financement afin d'accroître leur production et leur valeur ajoutée.

10 projets de recherche sur l'élevage menés dans plusieurs pays ont été mis en œuvre dans 14 pays, renforçant la productivité agricole et les systèmes de gestion des maladies.

Plus de 700 praticiens ont été mobilisés au sein d'une communauté de pratique continentale, améliorant l'échange de connaissances et la coordination sectorielle.

Agenda 2063, Aspiration 1 : Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable
ODD 2 : Faim « zéro »
ODD 5 : Égalité entre les sexes
ODD 8 : Travail décent et croissance économique

Pour en savoir plus sur l'Agro-industrie et la souveraineté alimentaire de l'ACBF – https://theacbf.org/impacting-africa/agribusiness-and-food-sovereignty/





3. Élargir l'accès aux marchés pour les entreprises africaines

Tlamelo Cindy Melemo, fondatrice de SoftBerry Solutions au Botswana, a créé son entreprise en s'appuyant sur une solide expertise technique en développement de logiciels, marketing numérique, science des données et plateformes de commerce électronique, se forgeant une réputation dans la fourniture de services et de solutions numériques de haute qualité sur le marché local.

L'entreprise fonctionnait efficacement sur le marché local, fournissant ses services avec précision et constance, mais sa croissance au-delà des frontières nationales restait limitée par l'absence d'un accès structuré aux marchés et d'une trajectoire claire de passage à l'échelle sur les marchés régionaux.

« Je disposais de solides compétences techniques, mais il restait difficile de les convertir en un accès structuré aux marchés et en un degré de préparation de l'entreprise au passage à l'échelle, surtout lorsqu'il s'agissait d'envisager des possibilités au-delà du Botswana », a-t-elle déclaré.

Par l'intermédiaire de SoftBerry Solutions, Cindy a développé Sebaga Africa, une plateforme africaine de commerce électronique et d'échanges qui met en relation les clients avec des produits africains authentiques provenant de tout le continent. La plateforme collabore avec des vendeurs, artisans et entreprises africains afin de distribuer des produits tels que des articles de mode, des produits de beauté, des accessoires, des objets de décoration intérieure, de l'artisanat et des produits spécialisés.

« Au-delà de la vente de produits, nous soutenons également le commerce numérique, l'intégration des vendeurs, la coordination logistique et l'accès aux marchés pour les marques africaines qui souhaitent toucher des marchés régionaux et internationaux plus vastes », a déclaré Cindy.

SoftBerry Solutions a également développé Koo Dishopong, une plateforme de commerce électronique destinée au marché botswanais.

En mai 2025, elle a participé à l'atelier régional de formation de l'ACBF organisé dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique (CADAST) à Libreville, au Gabon, axé sur la facilitation des échanges, les partenariats avec les PME et les chaînes de valeur dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La formation a renforcé sa capacité à positionner ses services sur les marchés régionaux, à affiner sa proposition de valeur et à aligner ses activités sur les exigences du commerce transfrontalier.

Cette évolution a repositionné l'entreprise sur une trajectoire de croissance et, à 31 ans, elle dirige une société qui élargit sa présence sur les marchés africains. SoftBerry Solutions a noué de nouveaux liens avec des partenaires

et des clients potentiels au-delà du Botswana et positionne ses services pour soutenir des initiatives de transformation numérique dans une perspective régionale.

« Aujourd'hui, nous sommes plus stratégiques, davantage axés sur la croissance et explorons activement les possibilités transfrontalières, avec une volonté claire de déployer à plus grande échelle des solutions qui soutiennent la transformation numérique et l'intégration commerciale à travers l'Afrique », a déclaré Cindy.

Son expérience reflète une évolution plus large au sein des entreprises africaines : les capacités techniques existent, mais la préparation au commerce transfrontalier demeure limitée. Le programme de l'ACBF « Le commerce comme moteur du développement économique » s'attaque à cette lacune en renforçant la capacité des entreprises, des institutions et des décideurs à participer au commerce régional et à faire de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) un levier concret d'accès aux marchés.

Cet appui a produit des progrès tangibles. Au total, 60 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont renforcé leur préparation aux procédures de certification et d'exportation, plusieurs d'entre elles faisant état d'une croissance de leur activité et se préparant à pénétrer les marchés régionaux.

Les entrepreneurs passent de la sensibilisation aux possibilités offertes par la ZLECAf à la préparation opérationnelle, en mettant en place les structures nécessaires pour participer aux chaînes de valeur régionales.
Au Ghana, Miller and Marian, entreprise fondée par la Dre Marian Ester Miller, a obtenu avec succès le certificat d'origine de la ZLECAf et commerce désormais sous le régime préférentiel, ce qui lui permet d'exporter ses produits, notamment vers la Namibie, sans acquitter de droits de douane. Cela a considérablement réduit ses coûts d'exploitation et renforcé sa compétitivité sur les marchés étrangers.

SoftBerry Solutions poursuit son expansion, développe ses partenariats régionaux et explore de nouvelles possibilités de commerce numérique sur les marchés africains et internationaux. Forte de réseaux en expansion et d'une perspective régionale plus affirmée, l'entreprise se positionne pour soutenir le commerce transfrontalier et les initiatives de transformation numérique au-delà du Botswana.

« Depuis les ateliers, nous avons étendu notre réseau au-delà du Botswana, en échangeant avec des partenaires et des clients potentiels sur les marchés africains tout en explorant des partenariats en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest, en Europe et en Amérique du Nord », a déclaré Cindy. ***« Nous positionnons également SoftBerry Solutions pour soutenir des projets de transformation numérique dans une perspective régionale renforcée et créer des possibilités de commerce transfrontalier pour les entreprises africaines. »***

Learn more about ACBF's Trade as an Engine of Economic Development – https://theacbf.org/impacting-africa/trade-as-an-engine-of-economic-development/



Notre contribution à la promotion du commerce et de la transformation économique

Plus de 500 parties prenantes ont été mobilisées, dont 100 représentants de la société civile, des jeunes et des groupes de femmes, au moyen de formations, d'ateliers et de dialogues sur les politiques publiques, renforçant ainsi la participation inclusive au commerce régional.

Plus de 100 MPME ont renforcé leur préparation à l'exportation, plusieurs progressant vers l'accès aux marchés transfrontaliers.

22 pays ont bénéficié d'un appui au renforcement des capacités lié à la ZLECAf, renforçant les systèmes nationaux de mise en œuvre et de facilitation des échanges.

21 ambassadeurs nationaux de la ZLECAf ont été formés et mènent des actions de sensibilisation et de mise en œuvre au niveau national.

Agenda 2063 : Objectif 4 - Économies transformées et création d'emplois
ODD 8 : Travail décent et croissance économique
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs



4. Piloter la réforme des finances publiques en Afrique

Une gestion efficace des finances publiques repose sur des cadres de politique publique solides et des dirigeants capables d'aligner les institutions, d'assurer une mise en œuvre efficace et de pérenniser les réformes dans le temps.

En Côte d'Ivoire, cette approche se reflète dans la manière dont Alla Kouassi Martial, Directeur de l'organisation, du suivi et de l'évaluation au ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, coordonne la mise en œuvre des réformes des finances publiques dans plusieurs entités gouvernementales.

Son rôle exige d'aligner les institutions, de gérer des priorités concurrentes et de maintenir la dynamique d'exécution dans des processus de réforme complexes.
Avant qu'il ne renforce son approche du leadership, la mise en œuvre reposait largement sur l'action individuelle, ce qui limitait la coordination et ralentissait les progrès des équipes.

« Avant, quand on veut aller vite, on se dit qu'il faut le faire soi-même. Or ce n'est pas forcément très pertinent, surtout lorsqu'on a beaucoup de choses à faire en même temps. Grâce au programme et aux échanges avec nos accompagnateurs, j'ai appris à lâcher un peu prise, à déléguer des tâches afin que nous puissions être plus efficaces dans l'accomplissement de nos missions. »

Grâce à sa participation au programme d'excellence en leadership dans le secteur public africain (LEAPS), Alla Kouassi Martial a amélioré son approche de la collaboration, de la délégation et de la prise de décision, passant d'une logique centrée sur l'action individuelle à une responsabilisation collective des équipes.

Cette évolution façonne désormais la manière dont la réforme est mise en œuvre au sein du ministère. Il dirige des processus clés inspirés de cette approche, notamment l'élaboration du plan stratégique de réforme des finances publiques de la Côte d'Ivoire pour 2026–2028 et du plan d'action stratégique du ministère pour 2026–2030.

« La confiance des plus hauts responsables, qui soutiennent les activités que je souhaite mener, ainsi que le caractère nouveau de certaines activités, me permettent de les mettre en œuvre plus facilement puisque c'est moi qui mets en place un certain nombre de processus. »

Son expérience reflète une tendance plus large au sein des institutions publiques africaines, où les capacités de leadership déterminent si les réformes passent de la conception des politiques à leur mise en œuvre.



Le programme de gouvernance économique et sociale de l'ACBF répond à cette lacune en renforçant le leadership et les capacités institutionnelles nécessaires à une gouvernance responsable et efficace. Grâce au programme LEAPS, les hauts responsables publics développent les compétences requises pour coordonner les institutions au sein de l'écosystème de la gestion des finances publiques (GFP), gérer les résistances et pérenniser la mise en œuvre des réformes.

En 2025, 79 hauts responsables du Ghana, de Côte d'Ivoire, du Kenya, du Sénégal et du Zimbabwe ont appliqué directement ces compétences en leadership aux défis de réforme en cours au sein de leurs institutions, renforçant la mise en œuvre dans l'ensemble des systèmes de GFP.

À l'échelle continentale, l'ACBF a fait passer le dialogue sur les politiques publiques au stade de la prise de décision. En avril 2025, plus de 500 participants de 26 pays se sont réunis lors de la première Conférence internationale sur l'économie numérique et la fiscalité en Afrique. Des ministres des Finances, administrateurs fiscaux, parlementaires et chercheurs ont formulé une recommandation en faveur d'une stratégie continentale de fiscalité numérique sous l'égide de l'Union africaine.

Six mois plus tard, les États membres ont entériné cette recommandation lors de la 8e réunion du Comité technique spécialisé à Johannesburg, illustrant ainsi le passage du dialogue à l'adoption de politiques publiques.

Nos contributions à la promotion de la gouvernance économique et sociale en Afrique

Plus de 2 200 professionnels ont renforcé leur expertise en gouvernance fiscale et en fiscalité de l'économie numérique dans le cadre du programme BETA, améliorant leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des réformes fiscales.

Plus de 500 décideurs et experts de 26 pays ont participé au dialogue continental, contribuant à l'élaboration et à l'harmonisation des cadres de fiscalité numérique.

79 hauts responsables ont achevé le programme LEAPS dans 5 pays, renforçant les capacités de leadership nécessaires pour conduire la réforme du secteur public et la coordination institutionnelle..

24 responsables de 19 pays ont renforcé leurs capacités de gestion des finances publiques en période de crise, améliorant la préparation et la réponse aux risques pesant sur les finances publiques.

21 responsables de 10 pays ont renforcé leurs capacités en matière de gestion des passifs éventuels et élaboré des plans d'action pour traiter les risques pesant sur le portefeuille de dette publique de leur pays.

26 responsables des réformes du secteur public de 8 pays ont renforcé leurs capacités sur le thème « Faire progresser les réformes de l'administration publique et la cohérence des politiques pour une gouvernance plus inclusive, efficace, numérique et verte ».

L'ACBF a contribué à la conception du cadre d'analyse de l'écosystème des finances publiques, en y apportant la perspective africaine.

Agenda 2063 : Objectifs 11 et 12 - Gouvernance démocratique et institutions capables
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

Pour en savoir plus sur la gouvernance économique et sociale de l'ACBF – https://theacbf.org/impacting-africa/economic-and-social-governance/



5. Renforcer les capacités de mise en œuvre là où les systèmes sont sous pression

Les programmes spéciaux de l'ACBF couvrent des domaines où les capacités institutionnelles déterminent l'efficacité et la pérennité des résultats du développement, notamment la lutte antitabac, la recherche biomédicale, la santé animale et la gouvernance de la santé publique. En 2025, ces interventions ont transformé les capacités techniques en résultats institutionnels, renforçant la mise en œuvre des politiques, élargissant les réseaux de recherche et consolidant les systèmes qui soutiennent la santé publique et l'efficacité réglementaire.

Renforcement des capacités pour une lutte antitabac durable en Afrique

Une lutte antitabac efficace dépend d'institutions capables de réglementer l'influence de l'industrie, de faire appliquer les politiques et de pérenniser les résultats de santé publique. Dans de nombreux pays, ces systèmes demeurent inégaux, ce qui limite l'impact des cadres existants.

En juin 2025, l'Éthiopie a adopté un Code de conduite régissant les interactions entre les agents publics et l'industrie du tabac, à la suite d'un appui technique soutenu à la Mathiwos Wondu Foundation, d'un engagement structuré avec l'Ethiopian Food and Drug Authority et d'un dialogue continu avec les ministères concernés. Ce cadre a établi un modèle clair et applicable pour les pays mettant en œuvre les lignes directrices de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Au Kenya, les contributions de partenaires soutenus par l'ACBF ont éclairé la loi portant modification de la législation fiscale, qui a instauré un taux de taxation unifié des cigarettes et relevé les droits d'accise sur les produits du tabac et de la nicotine, renforçant à la fois les résultats de santé publique et la mobilisation des ressources intérieures.

En Côte d'Ivoire, au Bénin, en Zambie et en Éthiopie, les plateformes de la société civile ont renforcé leur collaboration avec les gouvernements et joué un rôle accru dans l'élaboration des stratégies nationales de lutte antitabac. Des centres régionaux ont formé plus de 200 praticiens de plus de 30 pays et produit des travaux de recherche sur la fiscalité, le suivi de l'industrie et la réforme réglementaire.

À l'échelle continentale, l'ACBF a coorganisé le premier dialogue de l'Union africaine sur la lutte antitabac et commandé une étude à l'échelle du continent sur l'intersection entre la ZLECAf et la lutte antitabac. En novembre 2025, la Fondation

a été admise en qualité d'observateur accrédité à la quatrième Réunion des Parties (MOP4) au Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, renforçant encore son rôle et sa visibilité dans la gouvernance mondiale de la lutte antitabac. En outre, la Fondation a joué un rôle catalyseur en facilitant la participation de la Commission de l'Union africaine (CUA) et d'Africa CDC à la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT de l'OMS), contribuant ainsi à renforcer la voix et la visibilité de l'Afrique dans les réseaux mondiaux de lutte antitabac, tout en consolidant la participation du continent à l'élaboration des politiques et priorités internationales en la matière.

Ces interventions ont renforcé la capacité institutionnelle à concevoir, mettre en œuvre et pérenniser les politiques de lutte antitabac à travers l'Afrique.

Nos contributions à la promotion de la lutte antitabac et des politiques de santé publique

2 grandes réformes nationales ont progressé en Éthiopie et au Kenya, renforçant les cadres réglementaires et la fiscalité du tabac.

13 institutions ont été renforcées dans 14 pays, plusieurs ayant atteint des niveaux élevés de pérennité, contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques nationales de qualité.

Plus de 200 praticiens de plus de 30 pays ont été formés à la fiscalité du tabac, au suivi de l'industrie et à la réforme réglementaire contribuant à la constitution d'un vivier croissant d'experts africains capables de faire progresser des politiques et des réformes réglementaires efficaces de lutte antitabac aux niveaux national et régional.

Plus de 30 travaux de recherche pertinents pour les politiques publiques ont été produits afin d'appuyer la prise de décision fondée sur des données probantes.

Agenda 2063 : Objectif 3 — Des citoyens en bonne santé et bien nourris
ODD 3 : Bonne santé et bien-être
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs



SPIA — Renforcement des capacités des institutions partenaires stratégiques en Afrique

Les institutions de recherche biomédicale à travers l'Afrique jouent un rôle central dans l'amélioration des résultats sanitaires, mais nombre d'entre elles fonctionnent avec des modèles financiers contraints, des structures de gouvernance en évolution et des systèmes institutionnels limités pour pérenniser la recherche et l'innovation à long terme.

Le programme de l'ACBF relatif au renforcement des capacités des institutions partenaires stratégiques en Afrique s'est attaché à consolider ces fondations, afin de permettre aux institutions de recherche de fonctionner avec une plus grande résilience financière, une gouvernance renforcée et des systèmes organisationnels plus efficaces.

À la Fondation Science pour l'Afrique (SFA), l'une des institutions soutenues par l'ACBF dans le cadre de SPIA, les réformes institutionnelles se sont traduites par des gains financiers et opérationnels mesurables. L'introduction d'une politique de recouvrement des coûts et d'un modèle de tarification a aligné les recettes des programmes sur les coûts d'exploitation réels, réduit la dépendance aux financements des donateurs assortis de restrictions et renforcé la viabilité financière. En conséquence, la SFA a enregistré en 2025 un excédent non affecté de 998 000 dollars des États-Unis, soit une hausse de 76 % par rapport à l'année précédente.

Les réformes de gouvernance ont consolidé ces progrès. L'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre d'évaluation du Conseil d'administration ont clarifié les rôles, renforcé la reddition de comptes et amélioré la cohérence de la performance du Conseil. À l'Institut africain des sciences et technologies biomédicales (AiBST), autre institution soutenue, des réformes complémentaires de la gouvernance, notamment la révision des statuts et des structures du Conseil, ont accru l'implication et l'engagement des administrateurs, renforçant ainsi le leadership institutionnel.

Le renforcement institutionnel s'est également étendu aux systèmes de gestion du capital humain. La mise en œuvre d'une stratégie structurée de ressources humaines a amélioré la diversité de la main-d'œuvre et l'efficacité organisationnelle. À la SFA, le personnel technique non kényan a atteint 28 %, dépassant l'objectif de 25 %, tandis que l'équilibre entre les sexes s'est amélioré à tous les niveaux des effectifs, témoignant d'une meilleure intégration des principes de diversité, d'équité et d'inclusion.

Ces changements traduisent une évolution plus large du fonctionnement des institutions de recherche. La viabilité financière, le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des systèmes de capital humain permettent aux organismes africains de recherche de concevoir et de mettre en œuvre des programmes avec davantage d'indépendance, de résilience et d'impact à long terme.

L'intervention de l'ACBF a renforcé les fondations institutionnelles nécessaires à la recherche et à l'innovation, positionnant les institutions partenaires pour contribuer plus efficacement à la découverte et au développement de médicaments ainsi qu'aux résultats des systèmes de santé à travers le continent.

Pour en savoir plus sur les programmes spéciaux de l'ACBF – https://theacbf.org/impacting-africa/special-programs/



Notre contribution à la promotion de la science et de la technologie

3 institutions de recherche ont été renforcées grâce à des réformes de gouvernance, financières et organisationnelles

La viabilité financière s'est améliorée, l'excédent non affecté de la SFA ayant augmenté de 76 % (de 566 000 à 998 000 dollars des États-Unis)

Agenda 2063 : Objectif 3 - Des citoyens en bonne santé et bien nourris
ODD 3 : Bonne santé et bien-être
ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure

FAÇONNER LES POLITIQUES PAR LES CONNAISSANCES ET LES DONNÉES PROBANTES

En 2025, les activités de l'ACBF en matière de connaissances ont renforcé la prise de décision au sein des institutions, des gouvernements et des plateformes de dialogue sur les politiques publiques, faisant des données probantes un moteur central de la réforme et de la mise en œuvre. Cette évolution se reflète dans la croissance de la bibliothèque électronique de l'ACBF, dont le nombre de visiteurs uniques est passé de 54 087 en 2024 à 596 538 en 2025, soit une augmentation de plus de 1 000 % en une seule année.

Le nombre total de visites a dépassé 1,1 million. La plateforme héberge plus de 1 000 ressources documentaires sélectionnées et sa croissance témoigne d'une demande croissante, parmi les décideurs, chercheurs et praticiens du développement à travers le continent, de travaux de recherche accessibles et fondés sur des données probantes en matière de politiques publiques.

Les activités de la Fondation en matière de connaissances ont couvert l'ensemble des piliers stratégiques. Dans le cadre du programme consacré au commerce, l'ACBF a produit le Rapport sur la compétitivité des exportations africaines ainsi que des rapports analytiques sur l'affacturage en tant qu'instrument innovant de financement des PME, éclairant les dialogues de politique publique lors du Séminaire sur le financement du commerce et de l'Atelier sur l'affacturage.[1]
Le 11e Sommet des think tanks d'Afrique, tenu à Addis-Abeba, a réuni plus de 600 participants de plus de 40 pays et généré des éclairages sur les moyens de combler l'écart entre la conception des politiques publiques et leur mise en œuvre dans le domaine des finances publiques. Les conclusions ont été consignées dans des notes de poli tique et diffusées auprès des décideurs et des partenaires au développement. Pendant le Sommet, la Fondation a publié l'ouvrage « Création, gestion et pérennité des think tanks en Afrique »,[2] qui rassemble des travaux de recherche, l'expérience institutionnelle et des perspectives de politique publique afin de renforcer le rôle des think tanks à travers le continent.

Une enquête post-Sommet menée à l'issue de l'édition 2025 a montré que 72 % des participants ayant répondu avaient déjà engagé des actions concrètes inspirées par le Sommet, tandis que 84 % faisaient état de nouveaux partenariats ou collaborations déjà établis ou faisant l'objet de discussions actives. Les participants ont signalé des initiatives de réforme des politiques, des projets de recherche conjoints, des programmes de formation et des propositions de subvention découlant des échanges initiés pendant le Sommet, signe d'une dynamique durable au-delà de la rencontre elle-même.

La Commission de l'Union africaine (CUA) a officiellement lancé le projet Africa Think Tank Platform (ATTP), une initiative quinquennale de 50 millions de dollars des États-Unis financée par le Groupe de la Banque mondiale afin de renforcer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. En partenariat avec l'AUDA-NEPAD et l'ACBF, le projet ATTP soutient une première cohorte de 13 think tanks africains afin de faire progresser l'Agenda 2063 en produisant des recherches sur la transformation économique, la sécurité alimentaire, le climat, le commerce, le capital humain et la numérisation.

Dans le cadre du Mécanisme pour l'agro-industrie en Afrique (ABF), les activités de gestion des connaissances ont soutenu la création d'un référentiel de connaissances recensant les meilleures pratiques et les innovations des institutions participantes, favorisant ainsi l'apprentissage continu dans l'écosystème de l'agro-industrie. Cela a renforcé les efforts plus larges visant à améliorer le partage des connaissances et un développement fondé sur des données probantes à travers le continent.



Notre contribution à la promotion des connaissances et de l'innovation dans les politiques publiques

- **Plus de 1,1 million** de visites au total sur les plateformes numériques de connaissances de l'ACBF
- **596 538 utilisateurs uniques** ont accédé à la bibliothèque électronique de l'ACBF, contre 54 087 en 2024
- **Plus de 3 000** décideurs, chercheurs et praticiens ont participé à des dialogues axés sur le partage des connaissances et à des forums de politique publique
- **Plus de 600 participants** sont réunis chaque année dans le cadre du Sommet des think tanks d'Afrique, issus de plus de 40 pays africains
- **20 produits de connaissance** ont été élaborés pour éclairer les politiques, notamment des rapports phares et des recherches thématiques
- **Plus de 100 événements de partage des connaissances** ont été organisés à l'échelle de l'institution, dont le 11e Sommet des think tanks d'Afrique

Agenda 2063 : Objectif 2. Des citoyens bien éduqués et une révolution des compétences et de la connaissance
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs
ODD 4 : Éducation de qualité

Pour en savoir plus sur la gestion des connaissances de l'ACBF – https://theacbf.org/impacting-africa/knowledge-management/

1 https://elibrary.acbfpact.org/

2 https://elibrary.acbfpact.org/

ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ ET L'INFLUENCE STRATÉGIQUE

En 2025, l'ACBF a élargi sa portée continentale, renforcé sa présence numérique et consolidé son rôle de plateforme de premier plan pour le dialogue sur les politiques publiques, l'échange de connaissances et l'engagement stratégique à travers l'Afrique. Grâce au renouvellement de son image de marque, à un engagement numérique renforcé, à des rencontres de haut niveau et à une visibilité médiatique accrue, la Fondation a consolidé son positionnement auprès des décideurs, partenaires et parties prenantes sur tout le continent.

Accroître la portée continentale de l'ACBF

Le lancement de l'identité de marque renouvelée de l'ACBF pendant la Conférence internationale sur la fiscalité de l'économie numérique a marqué un nouveau chapitre dans la visibilité institutionnelle et l'engagement numérique de la Fondation à travers l'Afrique.

Associée à la refonte du site Web et au renforcement de la stratégie numérique, cette identité renouvelée a amélioré l'accès aux produits de connaissance de l'ACBF, accru la visibilité institutionnelle et renforcé les interactions avec les décideurs, les partenaires, les médias et les nouveaux publics.

L'intégration de la bibliothèque électronique de l'ACBF sur la page d'accueil du site Web a encore élargi l'accès à des ressources sélectionnées en matière de connaissances et de politiques publiques à travers le continent, atteignant plus de 1,1 million de vues, tandis que le bulletin d'information de la Fondation a renforcé l'engagement direct avec les États membres, les partenaires, les décideurs et les parties prenantes.

300,000+
impressions générées au cours du premier mois du déploiement de la nouvelle identité de marque

+45 %
de taux d'engagement obtenu sur les contenus de la campagne

8 191 **utilisateurs et**

14 776 **pages vues enregistrés** au cours du premier mois du site Web

115 % du trafic du site Web au lancement

75 % du trafic provenant de la recherche organique

HAUSSE DE 80 %
de l'engagement numérique global

Plus de 3000 ABONNÉS
au bulletin d'information

Taux d'ouverture du bulletin d'information maintenu à **39 %**

Renforcer la portée numérique et l'engagement des parties prenantes

L'ACBF a continué d'accroître sa communauté numérique et l'engagement de ses publics sur les différentes plateformes.

17 200+
abonnés sur l'ensemble des plateformes

5 000+
nouveaux abonnés acquis de manière organique en 2025

3.5 MILLIONS
d'impressions organiques générées

LinkedIn est resté un canal central du dialogue sur les politiques publiques, tandis qu'Instagram a accru la visibilité auprès des professionnels émergents et des publics plus jeunes.

Élargir la présence médiatique et l'influence intellectuelle

L'ACBF a considérablement accru sa visibilité sur les plateformes médiatiques africaines et internationales, avec une couverture par des médias tels que Xinhua News Agency, Deutsche Welle, Sputnik Africa, Fox4KC et Press News Agency, ainsi que par de grands réseaux médiatiques africains.

400+

articles de presse publiés

portée médiatique estimée à

204 MILLIONS

de personnes



Visibilité accrue au Nigéria, en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Ghana, au Sénégal, au Gabon, au Kenya, au Ghana, en Zambie, entre autres



Renforcer la mise en récit et la production multimédia

Le Studio multimédia Ubora a renforcé les capacités de l'ACBF en matière de mise en récit numérique et de production multimédia, soutenant la visibilité, le partage des connaissances et l'engagement des publics dans l'ensemble des programmes et initiatives phares de la Fondation.

40+

productions multimédias réalisées pour des programmes phares, des formations et des rencontres continentales.

45+

vidéos de cours sur la fiscalité produites pour les cours « Bonne gouvernance et transparence en matière fiscale » et « Fiscalité de l'économie numérique »

Poursuite de la croissance de la plateforme « Our Stories » grâce à des récits d'impact, des témoignages de bénéficiaires et des contenus de réflexion stratégique

60+

vidéos de formation LEAPS montées pour les programmes d'apprentissage en leadership et en gouvernance

15+

contenus — vidéos de témoignages, entretiens lors de sommets et campagnes promotionnelles — ont été produits afin de renforcer la visibilité institutionnelle et l'engagement des parties prenantes



Soutenir la visibilité des partenaires et leur positionnement stratégique

L'ACBF a mis à profit la communication stratégique, la mise en récit institutionnelle et les relations avec les médias pour renforcer la visibilité et le positionnement des institutions partenaires et des initiatives continentales, ainsi que leur portée auprès des parties prenantes à travers l'Afrique. Ces efforts ont favorisé un engagement public accru, une meilleure reconnaissance du travail mené par les partenaires et une visibilité renforcée des initiatives de développement dans les principaux espaces de politique publique et de connaissance.

Un appui en communication stratégique a été fourni à un large éventail d'institutions et d'initiatives à travers le continent, les engagements ci-après illustrant l'ampleur de cet appui dans différents programmes et secteurs :

- L'Africa Think Tank Platform (ATTP), initiative dirigée par l'Union africaine et mise en œuvre conjointement par la Commission de l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD et l'ACBF.
- Institut pour l'adaptation au changement climatique et l'agriculture durable (ICCASA)
- Réseau africain de l'Association mondiale pour l'avancement de la parasitologie vétérinaire (WAAVP-AN)
- Association Mauritanienne pour la Lutte contre la Tuberculose et le Sida (Amaluts)
- Alliance Congolaise pour le Contrôle du Tabac (ACCT)
- Institut de politique économique et sociale de la Corne de l'Afrique (HESPI)
- Centre d'Études et de Recherches Appliquées en Politiques Économiques (CERAPE)

L'appui a notamment porté sur l'image de marque institutionnelle, le développement de l'identité visuelle, la mise en récit multimédia, les stratégies d'engagement numérique, les relations avec les médias, l'accompagnement et le soutien en communication pour les grands lancements, rencontres et initiatives continentales.

Regardez les temps forts du lancement officiel de l'Africa Think Tank Platform
https://drive.google.com/file/d/1cPV1APFR0z-B5rSvNL9PvISpNXHY9LcDr/view?pli=1



Rassembler la communauté africaine des politiques publiques

Les grandes rencontres phares ont renforcé le rôle de l'ACBF en tant que plateforme de dialogue continental, de coordination des politiques publiques et de collaboration institutionnelle, réunissant gouvernements, chercheurs, partenaires au développement et praticiens afin de faire progresser les priorités africaines communes.

Conférence internationale sur la fiscalité de l'économie numérique

- Faire progresser les discussions vers une approche africaine coordonnée de la fiscalité numérique
- Soutenir l'alignement des politiques sur la mobilisation des ressources intérieures et la fiscalité de l'économie numérique
- Réunion de décideurs, d'administrateurs fiscaux, de chercheurs et de partenaires au développement issus de 26 pays et 37 institutions
- Plus de 560 participants en présentiel et en ligne ont pris part au dialogue sur l'évolution du paysage africain de la fiscalité numérique

Regardez les temps forts de la 1re Conférence internationale sur la fiscalité de l'économie numérique : https://www.youtube.com/watch?v=p_w2DV54UVw

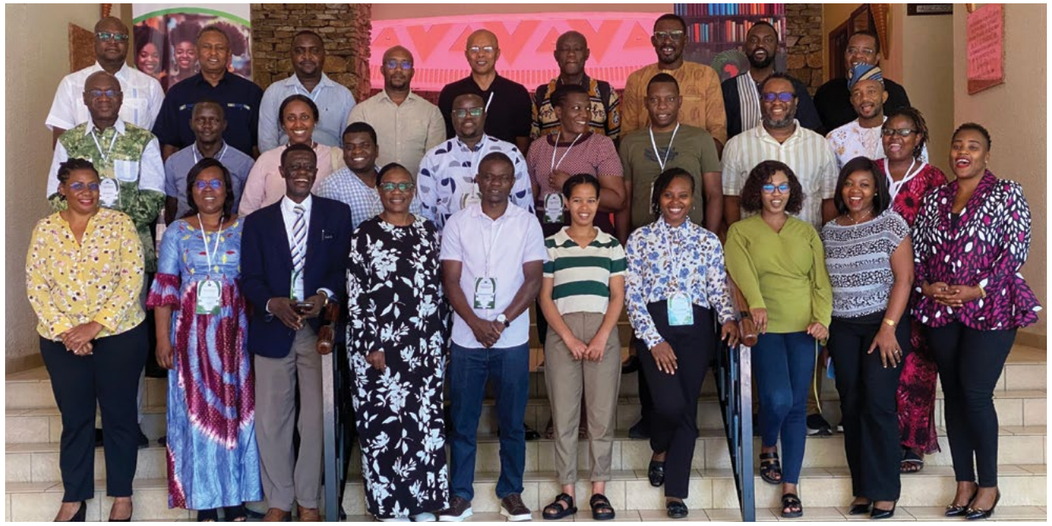
11e Sommet des think tanks d'Afrique

- Production d'éclairages de politique publique sur les moyens de combler l'écart entre la conception des politiques et leur mise en œuvre dans le domaine des finances publiques
- Renforcement de la collaboration entre les think tanks africains, les décideurs et les partenaires au développement
- Plus de 600 participants en présentiel et en ligne, issus de plus de 40 pays, mobilisés afin de faire progresser l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes à travers l'Afrique
- Appui à la diffusion de notes de politique et de produits de connaissance continentaux

Regardez les temps forts de l'ouverture officielle du 11e Sommet des think tanks d'Afrique : https://www.youtube.com/watch?v=SD_PKznzWxY

Rétrospective de l'année — Activités stratégiques de l'ACBF en 2025

Réunion annuelle de coordination de la phase III du programme de lutte antitabac, à Victoria Falls (Zimbabwe).







1re Conférence internationale sur la fiscalité de l'économie numérique, à Dakar (Sénégal).









Dialogue de l'OCDE sur les politiques relatives à l'administration publique, à Accra.







Atelier régional sur le commerce organisé dans le cadre du programme CADAST, à Libreville.









Réunion du Groupe consultatif stratégique sur les réformes de la gestion des finances publiques.



Lancement du Rapport sur la compétitivité des exportations africaines, à Harare (Zimbabwe).



Formation des jeunes francophones à l'esprit d'entreprise, à Addis-Abeba (Éthiopie), en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).







Formations sur le financement de l'action climatique dans le cadre de l'AU-GRAP, organisées au Lesotho, en Namibie, au Rwanda, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.









Atelier de design thinking destiné aux think tanks d'Afrique, à Johannesburg (Afrique du Sud).









Dialogue continental sur la lutte antitabac, à Addis-Abeba (Éthiopie).







Dialogue continental sur la lutte antitabac, à Addis-Abeba (Éthiopie).











Formation à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour le suivi de l'Agenda 2063, à Lusaka (Zambie).









11e Sommet des think tanks d'Afrique, à Addis-Abeba.











Atelier d'évaluation du programme CADAST, à Lomé (Togo).







Atelier sur la gestion des crises dans le domaine des finances publiques, à Dar es-Salaam (Tanzanie).



Formation des acteurs de la société civile dans le cadre du programme CADAST, à Arusha (Tanzanie).



Formation de la deuxième cohorte au programme « Esprit d'entreprise en environnement multilatéral », à Addis-Abeba (Éthiopie).









Inauguration des bureaux de l'ICCASA, à Nairobi (Kenya).











Cérémonies de remise des diplômes de la première cohorte du programme LEAPS, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Sénégal et au Zimbabwe.









34e réunion du Conseil des gouverneurs, à Addis-Abeba (Éthiopie).











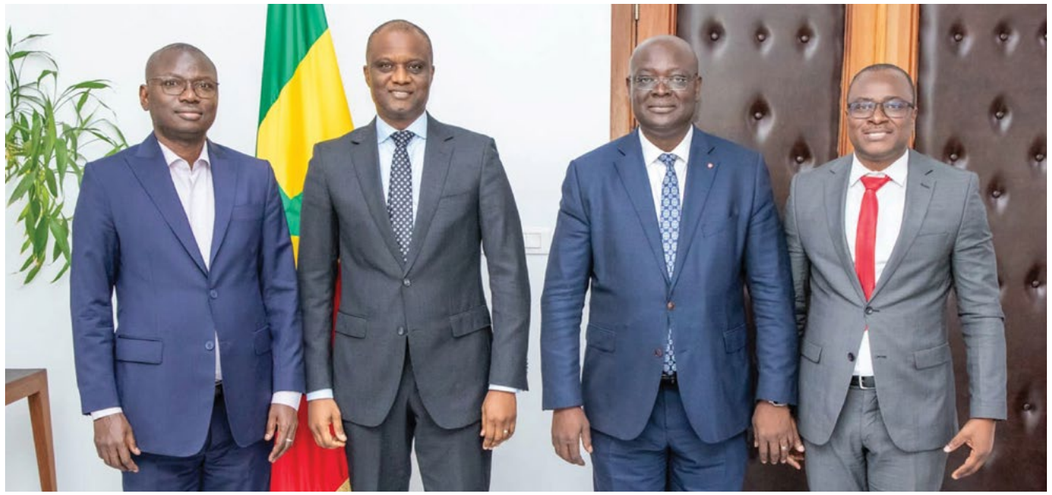
Aperçu des engagements stratégiques du Secrétaire exécutif



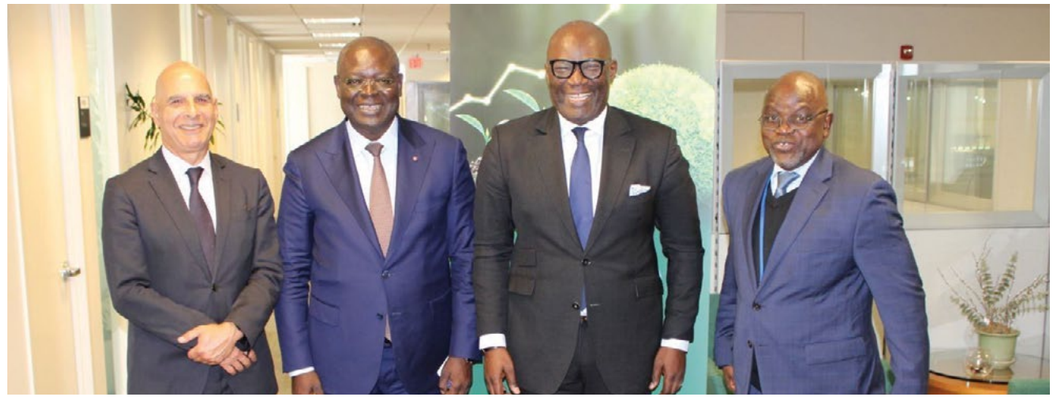
Rencontre avec la Dre Natu El-Maamry Mwamba, secrétaire permanente au Trésor du ministère des Finances et de la Planification de Tanzanie.



Discours liminaire à la Conférence sur la philanthropie en Afrique de l'Est, au Rwanda.



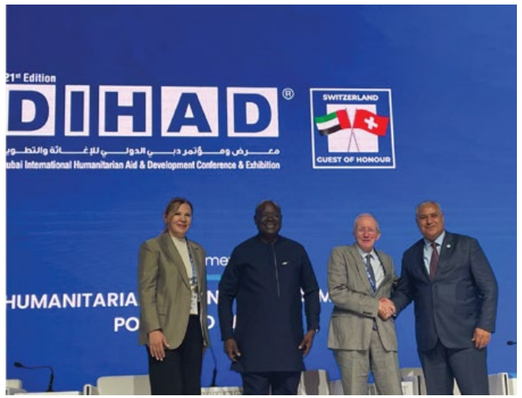
Rencontre avec l'honorable Abdourahmane Sarr, ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal.



Rencontre avec M. Ibrahima Cheikh Diong, directeur exécutif du Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices (FRLD).



Participation à la Conférence mondiale sur le renforcement des capacités en matière de cybersécurité, en Suisse.



Participation à une table ronde de haut niveau dans le cadre de DIHAD (Dubai International Humanitarian Aid & Development), aux Émirats arabes unis.



Rencontre avec le Dr Ngueto Tiraïna Yambaye, directeur général du Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE), et le Dr Sidi Ould Tah, président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD).



Participation à la 5e réunion du Groupe consultatif stratégique consacrée à l'examen des progrès du programme ELG-PFM.



Rencontre avec Mme Botho Keba Bayendi, directrice de la planification stratégique et de la mise en œuvre à la Commission de l'Union africaine.



Rencontre avec S. E. Mme Selma Malika Haddadi, vice-présidente de la Commission de l'Union africaine.



Signature d'un protocole d'accord avec la Fondation Afrique-Europe.



Participation à un événement parallèle de haut niveau lors de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), au Japon.



Ouverture de l'atelier sur la gestion des crises dans le domaine des finances publiques, en Tanzanie.



Rencontre avec Wamkele Mene, secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).



Signature d'un protocole d'accord avec le Forum et réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD).



Participation au Dialogue mondial sur l'innovation financière dans le cadre de la SupTech Week, aux États-Unis.



Échanges de haut niveau dans le cadre de l'événement NIYEL Slingshot, au Sénégal.



Réunion du Conseil des gouverneurs et 11e Sommet des think tanks d'Afrique, en Éthiopie.

ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Les présents états financiers annuels audités de l'ACBF couvrent la période de janvier à décembre 2025 et présentent des données comparatives pour la période comptable précédente, de janvier à décembre 2024.

OPINION D'AUDIT INDÉPENDANTE

La Fondation a reçu une opinion d'audit sans réserve de ses auditeurs externes, Grant Thornton Chartered Accountants (Zimbabwe). Selon les auditeurs indépendants, les états financiers annuels présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique au 31 décembre 2025, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et les éléments probants qu'ils ont recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder leur opinion.

LA FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

	2025	2024
	US$	US$
ACTIF		
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	2 144 787	2 116 488
Actif au titre du droit d'utilisation	848 691	1 085 164
Actifs non courants	**2 993 478**	**3 201 652**
Actifs courants		
Stocks	8 899	18 735
Créances	14 039	2 562
Sommes dues par le personnel	90 284	104 220
Avances aux projets	3 030 669	2 259 936
Autres actifs	266 819	443 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 487 584	16 016 358
Actifs courants	**22 898 294**	**18 845 347**
TOTAL DE L'ACTIF	**25 891 772**	**22 046 999**

	2025	2024
	US$	US$
FONDS ACCUMULÉ ET PASSIFS		
Fonds accumulé	**21 299 517**	**17 386 837**
Passifs courants		
Provisions	978 901	839 631
Autres passifs	2 336 560	2 746 203
Obligation locative	507 170	224 538
Indemnités de fin de service	301 144	184 000
Passifs courants	**4 123 775**	**3 994 372**
Passifs non courants		
Obligation locative	468 482	665 788
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	**25 891 774**	**22 046 997**

LA FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

	2025	2024
	US$	US$
PRODUITS		
Actifs non courants		
Contributions des États membres	3 103 100	2 453 354
Contributions spéciales	14 053 572	12 804 288
Autres produits	1 732 868	1 066 463
Total des produits	**18 889 540**	**16 324 106**
CHARGES		
Dépenses de projets – tous les domaines d'impact prioritaires	11 120 004	7 598 404
Dépenses de développement des projets et programmes	2 093 696	2 029 061
Dépenses administratives et du Conseil d'administration	1 763 160	1 528 657
Total des charges	**14 976 860**	**11 156 122**
Excédent des produits sur les charges	**3 912 680**	**5 167 983**

LES ARTISANS DE LA MISE EN ŒUVRE

Notre équipe dirigeante



Mamadou Biteye
Secrétaire exécutif



Abdrahamane Dicko
Directeur des programmes et de l'impact



Moussa Elhadji Adam
Directeur des services administratifs et des opérations par intérim



Bakary Diallo
Directeur de l'Académie UBORA



Shupikayi B. Chimhini
Conseiller juridique



Fatou Diouf
Responsable de la communication et de l'influence

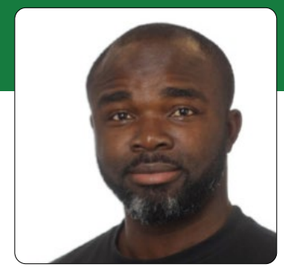
Notre équipe



Rodolphe Bance
Responsable de la gouvernance économique et sociale



Betina Edziwa
Responsable des programmes spéciaux



Charles Kofi Owusu
Responsable de l'Unité Changement climatique et énergie à usage productif



Edem Messa-Gavo
Chargé principal de la mesure de l'impact



Odilia B. Gnassingbe-Essonam
Coordonnatrice du Programme Commerce



Seyram Agemenya
Coordonnatrice du Programme Climatique



Amb. Laho Bangoura
Conseiller spécial du Secrétaire exécutif



Allen Namale
Spécialiste de la passation des marchés



Ouafa Belgacem
Spécialiste du développement des activités



Thulani Mkhosana
Chargé des risques et de la conformité



Spencer Bokosha
Responsable des finances



Fasil Yilma
Responsable des technologies de l'information et de la communication (TIC)



Mohamed S Osman
Chargé(e) de programme



Taurai Machona
Chargé de la comptabilité



Emmanuel Nji Kah
Expert biomédical



Barassou Diawara
Expert principal en gestion des connaissances



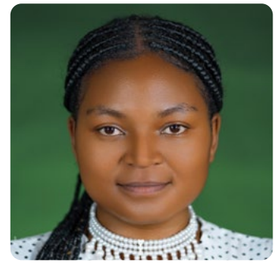
Bakary Kone
Conseiller spécial chargé de la mobilisation des ressources et des partenariats



Daouda Elhadji Adam
Expert en lutte antitabac



Alice Acwanyo
Spécialiste de l'apprentissage en ligne



Marvellous Matswimbo
Assistante à la communication et au multimédia



Aku Burawudi
Assistante chargée des affaires du Conseil d'administration



Josephine N Mailu
Spécialiste des ressources humaines et de la culture organisationnelle



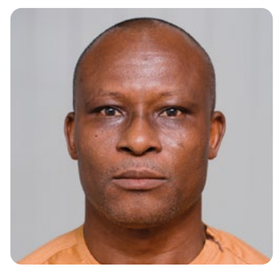
Patience Yakobe
Chargé(e) de programme



Linda Etale
Chargé(e) de programme



Marie-Therese Kadurira
Assistante de direction



Joseph Zormelo
Assistant comptable



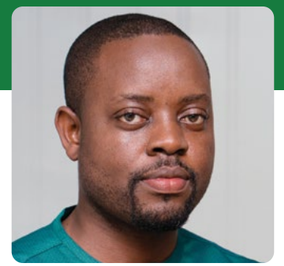
Barbra Pasipanodya
Assistante administrative



Olga Otieno
Assistante administrative



Ruramai Marandu
Assistant(e) de programme



Eric Mawuli Nyakpo
Assistant(e) de programm



Grand Mutondo
Assistant à la gestion de l'information



Shine Aidam
Assistante administrative



Jonathan Sithole
Assistant chargé de l'administration et du transport



Donald L Mukolwe
Assistant(e) de programme



Senzeni Chingonzo
Assistante administrative principale



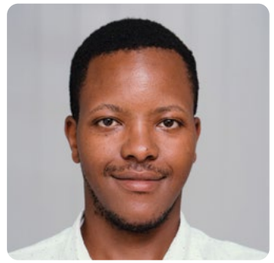
Patience Jambaya
Assistante financière



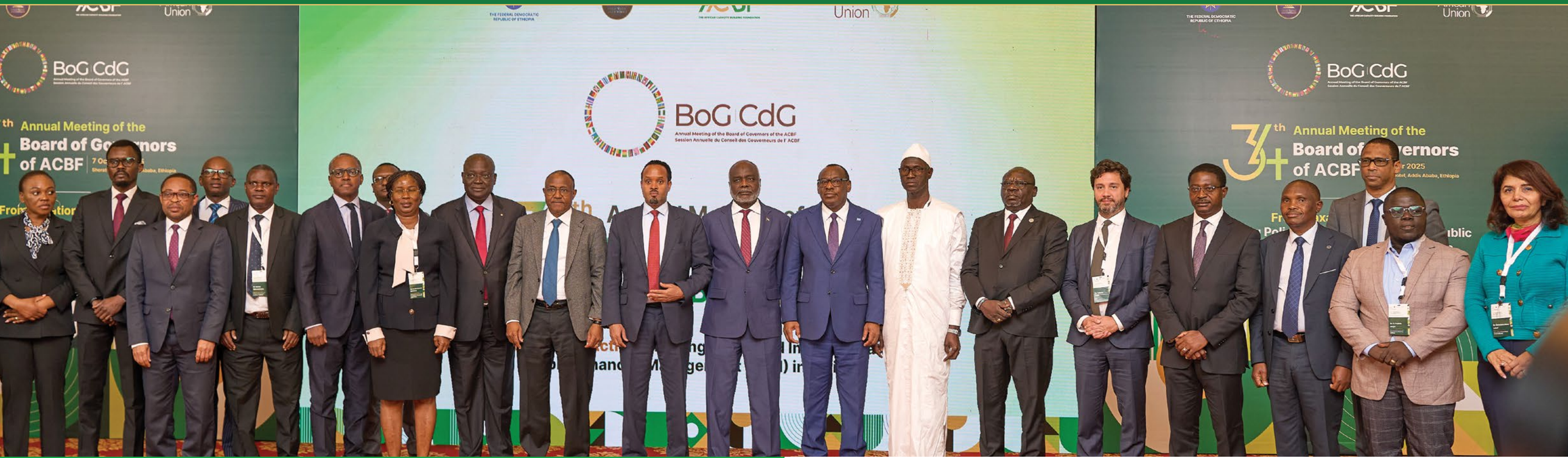
Richard Taguma
Assistant chargé de l'administration et du transport



Leadmore Muzamani
Administrateur du support informatique



Eddie Mhishi
Consultant en technologies de l'information et de la communication (TIC)



Gouvernance et Partenaires

L'ACBF fonctionne dans le cadre d'un dispositif de gouvernance qui garantit la reddition de comptes, l'orientation stratégique et l'alignement sur son mandat panafricain. La structure tripartite de la Fondation réunit les États membres, les partenaires régionaux et internationaux ainsi que l'Union africaine, renforçant la représentation et la crédibilité institutionnelle.

Le **Conseil des gouverneurs** définit l'orientation générale des politiques, examine la performance institutionnelle et soutient la mobilisation des ressources, veillant à ce que la Fondation reste à l'écoute des priorités continentales et des attentes de ses partenaires.

Le **Conseil d'administration** assure la supervision stratégique des opérations de la Fondation, approuve les programmes et les budgets et veille à l'intégrité financière, à la conformité et à l'alignement sur les priorités stratégiques.

Le **Secrétaire exécutif** dirige le Secrétariat et supervise la mise en œuvre de l'orientation stratégique de la Fondation. À ce titre, le Secrétariat pilote la mise en œuvre des programmes, renforce les partenariats institutionnels et fait progresser le dialogue sur les politiques publiques à travers le continent, en veillant à ce que l'action de l'ACBF se traduise par des résultats mesurables.

Cette structure de gouvernance favorise une prise de décision inclusive, la transparence opérationnelle et un leadership axé sur les résultats, renforçant le rôle de l'ACBF en tant qu'institution continentale de confiance.

Remerciements

Les progrès accomplis en 2025 reflètent un engagement partagé à renforcer les capacités de l'Afrique au service du développement durable. L'action de l'ACBF continue d'être façonnée par l'engagement et la collaboration de ses États membres, de ses partenaires et des institutions à travers le continent.

L'ACBF demeure une institution panafricaine, forte de 40 États membres contribuant à une vision collective d'une Afrique résiliente, inclusive et autonome. Leur soutien constant a permis à la Fondation d'élargir sa portée, de renforcer les institutions et d'obtenir des résultats dans ses principaux domaines d'intervention.

La Fondation reconnaît la contribution stratégique de ses partenaires de financement et de mise en œuvre, notamment la Banque africaine de développement, l'Union africaine, le Groupe de la Banque mondiale, Afreximbank, la BADEA, le PNUD, la Fondation Gates et la Fondation Rockefeller. Ces partenariats ont soutenu la mise en œuvre de programmes à fort impact, renforcé les systèmes institutionnels et élargi l'accès au renforcement des capacités dans les différents pays.

L'ACBF reconnaît également la contribution des experts, chercheurs et conseillers techniques dont le travail a renforcé l'élaboration des politiques, la performance institutionnelle et les systèmes de connaissances à travers le continent. Leur expertise continue de renforcer la capacité de la Fondation à répondre à des défis de développement complexes.

Dans l'ensemble des programmes, les bénéficiaires demeurent au cœur de l'action de l'ACBF. Agents publics, entrepreneurs, chercheurs et praticiens ont transformé les capacités acquises en actions concrètes, contribuant à la réforme institutionnelle, au développement économique et à l'amélioration des résultats en matière de gouvernance.

L'ACBF reconnaît le rôle croissant des jeunes et des femmes dans la trajectoire de développement de l'Afrique. Leur participation aux différents programmes traduit une évolution vers des systèmes de développement plus inclusifs et tournés vers l'avenir.
La Fondation reste déterminée à renforcer les partenariats, à élargir sa portée et à soutenir les institutions capables de pérenniser les résultats du développement à travers l'Afrique.

© 2026 Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)

Tous droits réservés. La reproduction et la traduction sont autorisées, sous réserve de mentionner l'ACBF comme source.

Soutenez notre mission : aidez-nous à façonner l'avenir de l'Afrique grâce au renforcement des capacités, au savoir et à l'innovation.

Courriel : Comms@acbf-pact.org | Site web : www.theacbf.org

Document réalisé et publié par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE (ACBF) — SIÈGE

2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant,
Harare, Zimbabwe

Tél. : (+263-242) 304663, 332002
Portable : +263 772 185 308 - 10

Courriel : root@theacbf.org

BUREAU RÉGIONAL DE L'ACBF POUR L'AFRIQUE DE L'EST ET L'AFRIQUE AUSTRALE

ACK Garden House, 2e étage,
1st Ngong Ave, Nairobi, Kenya

Tél. : +254 (20) 5160052
Portable : +254 727 116 276

Courriel : nairobi@theacbf.org

BUREAU RÉGIONAL DE L'ACBF POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

3e étage, The Rhombus,
Plot 24 Tumu Street, Kanda Estates,
Accra, Ghana

Tél. : +233 540122013

Courriel : accra@theacbf.org

BUREAU DE LIAISON DE L'ACBF AUPRÈS DE L'UNION AFRICAINE, ÉTHIOPIE

Siège de l'Union africaine
B.P. 3243,
Roosevelt Street W21K19,
Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-115517700 ; poste 4348

www.theacbf.org